

## Personnes âgées

# Les directeurs d'associations s'associent

« Le temps des égratignures est passé » pour l'AD-PA et la Fnadepa : les deux organisations de directeurs entendent désormais multiplier les actions communes. Et pour leur premier colloque national, leurs présidents ont fait front contre les choix gouvernementaux.

« On n'est pas fiancés... Disons qu'on sort ensemble ». L'ambiance se réchauffe encore entre Pascal Champvert et Claudy Jarry. Après des années de concurrence et de rivalités, les deux organisations qu'ils président, l'AD-PA et la Fnadepa, agissent désormais de concert. L'engagement, pour l'heure, reste certes sans lendemain : les deux associations de directeurs pour personnes âgées ont organisé leur tout premier colloque national commun, à Paris, le 19 novembre. Mais de nouveaux rapprochements ne sont pas à exclure.

### « Polyphonie convergente »

« Nous avons toujours des différences de mode opératoire, et d'histoire », convient Claudy Jarry ; « mais nous avons la même cible d'adhérents, et développons les mêmes analyses. A un moment donné il peut être pertinent de mutualiser nos efforts, pour être plus audible. » Au point de fusionner, un jour, leurs deux organisations, à l'image de certains de leurs adhérents ? « Il ne faut pas griller les étapes, comme dans un couple ! » Il leur reste à savoir si une fusion serait plus efficace qu'une « polyphonie convergente », selon les termes de Claudy Jarry. Mais « le temps des égratignures est passé », annonce Pascal Champvert : désormais l'AD-PA et la Fnadepa « multiplient les actions communes ».

### « Discours de vérité »

A commencer par une conférence de presse conjointe, organisée à la mi-journée, pour délivrer un même message au gouvernement : « Compte tenu des difficultés économiques du pays, l'Etat nous explique qu'il n'a pas d'argent, tout en maintenant un haut degré d'exigence de nos professionnels », expose Pascal Champvert. « Il devrait au contraire tenir un discours de vérité », poursuit Claudy Jarry, « et plutôt que de nous demander de faire aussi bien, ou mieux, il devrait s'efforcer de nous lever des obstacles. »

### Plan maladies neuro-dégénératives

Le vote du budget de la CNSA pour 2015, la veille, est pris en exemple par les deux présidents. A la réunion du conseil de la Caisse, ils ont découvert les fonds consacrés pour l'an prochain au plan maladies neuro-dégénératives, qui était dévoilé le même jour par le gouvernement : 6,05 millions d'euros, dont 3,4 millions provenant de l'Ondam sanitaire. Or les ministres ont déclaré que le plan reposerait, pour son volet médico-social, sur 270 millions d'euros sur cinq ans... « Comme sous Sarkozy, on annonce aux Français des millions supplémentaires, mais en réalité on ne reprend que des crédits déjà existants », fustige Pascal Champvert. Quant à la sous-consommation récurrente des crédits de la CNSA, le président de l'AD-PA affirme qu'elle est « organisée par l'Etat », dans le but de justifier, par la suite, leur réduction.

### Déceptions

Les intervenants au colloque ont eux-mêmes partagés des déceptions, face à la loi d'adaptation de la société au vieillissement, qui devait constituer « le grand soir du secteur », comme ironise **Didier Sapy, le directeur de la Fnaqpa**. D'abord, son entrée en vigueur ne cesse de s'éloigner : à la Fehap, la directrice du secteur social et médico-social, Adeline Leberche, en est à espérer un vote pour l'été 2015, et une application, au mieux, en septembre – mais au pire en 2016.

Quant au relèvement des plafonds des plans d'aide, l'une des avancées promises par la loi, son impact devrait être, somme toute, limité : selon ses calculs il ne devrait offrir qu'une heure trente d'aide à domicile par semaine pour chacun des 196 000 bénéficiaires de l'APA dont les plans sont aujourd'hui saturés. « Ce ne sera pas la grande révolution », conclut Adeline Leberche. D'autant que le texte transmis au Sénat ne prend toujours pas en compte la multiplication à venir des bénéficiaires de l'APA.

Enfin le deuxième volet de la loi, qui avait été promis pour les établissements, semble se faire de plus en plus hypothétique. Le président du Synerpa, Jean-Alain Margarit, lui, n'y croit même plus. Le secteur du grand âge, au fond, n'est pas loin de l'union sacrée.